

Le Soir 14 avril 2016

Que reste-t-il de la liberté de pensée au Burundi?

Un collectif de signataires *

Mis en ligne jeudi 14 avril 2016, 11h50

Des enseignants et chercheurs de plusieurs universités s'inquiètent du climat de violence qui règne au Burundi et apportent leur soutien aux étudiants et professeurs qui y sont privés chaque jour un peu plus de leur liberté d'expression.



• Pierre Nkurunziza, président du Burundi.

Un pays où les radios indépendantes ont été détruites, où des dizaines de journalistes ont été contraints à l'exil, où des centaines de citoyens de tous les horizons ont été arrêtés, ont été tués ou se cachent. Un pays où les gens se taisent de peur de devenir la cible de violences à cause de ce qu'ils sont ou de ce qu'ils pensent. Voilà ce qu'est devenu, en l'espace de quelques mois, le Burundi, ce petit pays d'Afrique centrale pourtant présenté depuis plus de dix ans comme un modèle de consolidation de la paix et de la liberté d'opinion et d'expression.

Nous, chercheurs et enseignants engagés au Burundi depuis plusieurs années, voulons marquer notre solidarité avec nos collègues burundais. Depuis le début de la crise, l'Université burundaise, qui pourrait être un rempart face à la résurgence de la violence et des manipulations idéologiques, se tait. Les enseignements se tiennent toujours, mais la peur a réduit à néant l'espace de débat et d'analyse. Ceux qui marquent ouvertement leur désaccord, tant avec le système qu'avec l'opposition, et leurs méthodes, sont intimidés et parfois disparaissent. Certains collègues qui ont fui le pays craignent que la moindre déclaration

critique ne mette en danger leurs proches restés au Burundi. Une chape de plomb s'est abattue sur le pays. Nous condamnons une pensée unique qui s'installe, refusant le débat et la contradiction, et qui manifeste ce refus avec la plus grande violence. Le Burundi a plus que jamais besoin de citoyens critiques et de décideurs capables de s'appuyer sur une analyse nuancée de la situation.

Répression féroce

Depuis avril 2015, le Burundi est secoué par une crise politique qui a débuté lorsque le Président Pierre Nkurunziza, élu en 2005 et 2010, a décidé de se présenter pour un troisième mandat dont la légalité est contestée par l'opposition politique et la société civile. Le mouvement de contestation, pacifique d'abord, a été violemment réprimé et une opposition armée s'est constituée, perpétrant à son tour des agressions envers les forces de l'ordre. Un coup d'Etat manqué a permis au pouvoir en place de justifier la destruction du premier vecteur d'information, les radios indépendantes, de bloquer le fonctionnement des principales organisations de la société civile, de traquer les opposants politiques, et d'émettre des mandats d'arrêt contre les personnalités politiques, journalistes, et militants des droits de l'homme critiquant le pouvoir en place et qui ont trouvé refuge à l'extérieur du pays. C'est dans ce contexte que le pouvoir en place a organisé des élections qui ont confirmé, en juillet 2015, le troisième mandat du Président Nkurunziza. Les élections n'ont pas calmé le jeu. Loin de là. Plus de 400 personnes ont été tuées depuis un an, des milliers sont emprisonnées dans des conditions dramatiques, et près de 250.000 ont trouvé refuge dans les pays voisins. Le 11 décembre, suite à l'attaque par des groupes armés de trois camps militaires, une répression féroce s'est abattue sur les quartiers de Bujumbura considérés comme les foyers de la contestation. Au moins 87 personnes y ont laissé la vie, selon le bilan officiel. En janvier 2016, Amnesty International attestait de l'existence de fosses communes dans le pays.

Une liberté de pensée paralysée

Dans ce contexte, comment l'université pourrait-elle encore assurer sa triple mission d'enseignement, de recherche et de service à la communauté ? Cette jeunesse que l'on abat, nous l'avons côtoyée dans les divers projets dans lesquels nous sommes impliqués, sur les bancs des universités ou en dehors ; des projets aujourd'hui suspendus, entravés ou menacés. C'est elle qui portait l'espoir de l'émergence d'un Burundi pacifié et démocratique, ayant apaisé les vieux démons de l'ethnicité et des divisions du passé.

En dépit de prises de position explicites des partenaires internationaux, de l'Union africaine et des Nations Unies, et malgré de multiples tentatives de médiation, la situation s'est enlisée. Personne n'en bénéficie. De nombreuses recherches ont pourtant souligné les conséquences dramatiques, à court, moyen, et long termes d'une résurgence de la violence au Burundi. Elles ont souligné que l'impact d'une crise continue à affecter le développement et le bien-être de générations entières, bien après un hypothétique silence des armes.

Nous dénonçons l'usage de la violence. Nous sommes choqués par l'impunité dans laquelle se déroulent des violations flagrantes des droits de l'homme, incluant des exécutions sommaires, arrestations arbitraires, enrôlements forcés, incarcérations et tortures, visant parfois nos étudiants. Nous sommes particulièrement sensibles aux manipulations qui entravent la liberté d'expression, paralysent la liberté de pensée et réduisent nos collègues burundais à l'autocensure. La propagande et la rhétorique belliqueuse entretenues par certaines des parties ne peuvent occuper tout l'espace discursif. Les mots sont nos principaux outils de travail, ils

peuvent sembler dérisoires dans un contexte où les armes dominent, mais ce sont des mots et non des armes que viendront des solutions.

Nous souhaitons manifester à nos collègues burundais notre soutien et leur faire part de nos interrogations profondes : nos partenariats peuvent-ils (doivent-ils) reprendre dans un tel contexte ? Quelle forme leur donner ? Comment pouvons-nous relayer une parole à la fois libre et nuancée qui est plus que jamais nécessaire au retour de la paix, de la sécurité et de la confiance ? Nous savons combien la voix des universitaires burundais est précieuse pour éclairer le contexte actuel et faire entendre une pensée critique et constructive, qui puisse non pas détruire, mais éclairer au bénéfice de tous et identifier des pistes de solution. Nous exhortons le gouvernement burundais à garantir, sur le territoire national, un espace de débat et de réflexion. Nous rappelons à la Communauté Est Africaine, à l'Union Africaine et aux Nations Unies que la liberté de pensée et d'expression constitue une valeur fondamentale inscrite dans leurs documents constitutifs. Il est temps de se mobiliser pour la défendre.

* Signataires :

Saïd Abass Ahamed, Thinking Africa ; Mamoudou Barry, Thinking Africa ; Aloys Batungwanayo, Hope Africa University ; Pritish Behuria, London School of Economics and Political Science ; Lidewyde Berckmoes, University of Amsterdam ; Gérard Birantamije, Université du Lac Tanganyika ; Yolande Bouka, Institute for Security Studies ; Imane Chaara, University of Oxford ; Giacomo Corticelli, Université de Namur ; Marcel Crochet, UCL (recteur honoraire) ; Devon Curtis, University of Cambridge ; Patricia Daley, University of Oxford ; Ludivine Damay, Université Saint-Louis Bruxelles ; Daniel de Beer, Université Saint-Louis Bruxelles ; Filip De Maesschalck, Université d'Anvers ; Pierre de Saint-Georges, Université de Louvain ; Barbara Delcourt, ULB ; Marie-Eve Desrosiers, Université d'Ottawa ; Jean-Benoît Falisse, University of Oxford ; Jacques Fierens, Université de Namur ; Dorothy Finnegan, The College of William & Mary, Virginia, USA ; Marie-Soleil Frère, FNRS / ULB ; Julia Grauvogel, GIGA (German Institute of Global and Area Studies) ; Justine Hirschy, Université de Lausanne ; Bert Ingelaere, Université d'Anvers ; Astrid Jamar, University of Edinburgh ; Will Jones, University of Oxford ; Emmanuel Klimis, Université Saint-Louis Bruxelles ; Dominik Kohlhagen, Max Planck Institute for Social Anthropology ; Thomas Laely, University of Zurich, Ethnographic Museum ; Maité le Polain, UCL / CIRTES ; Sidney Leclercq, ULB / UCL ; Rene Lemarchand, University of Florida ; Nastassia Leszczynska, FNRS/ULB ; Bernard Lututala Mumpasi, Université de Kinshasa et CERED ; Maria Martin de Almagro, ULB ; Emilie Matignon, Chercheuse associée LAM & CIRAP ; Marta Mosca, Université de Turin ; René-Claude Niyonkuru ; Kirsten Pontalti, University of Oxford ; Rowan Popplewell, University of Oxford ; Andrea Purdekova, University of Oxford ; Flavien Renaud, IHEID Genève ; Filip Reyntjens, Université d'Anvers ; Valerie Rosoux, UCL/ FNRS ; Aidan Russell, University of Cambridge/IHEID Genève ; Christine Schaut, Université Saint-Louis Bruxelles ; Joëlle Schwarz, Université de Bâle ; Olivier Sterck, University of Oxford ; Sophie T'Kint, University of Oxford ; Rosine Tchatchoua, African Studies Centre/Wageningen University (Pays-Bas) ; Tomas Van Acker CRG, Université de Gand ; Aurore Vermeylen, UCL/FRESH ; Thomas Vervisch, CRG, Université de Gand ; Philip Verwimp, ULB ; Pascale Vielle, Université de Louvain ; Christophe Wasinski, ULB ; Yolanda Weima, York University, Canada ; Nina Wilén, FNRS/ULB ; Katrin Wittig, Université de Montréal ; Stephanie Wolters, Institute for Security Studies.